



Canicule dans l'Éducation nationale et conditions de travail, Stop, ça suffit !

L'Hexagone continue de battre, jour après jour, des records de températures : la journée de mardi a été « *la plus chaude jamais enregistrée en France* » depuis le début des mesures, en 1947. La canicule se poursuivra jusqu'au week-end sur une grande partie du pays, 40 à 42 °C prévus, selon Météo-France. Jeudi 25 juin, 72 départements sont placés en vigilance rouge par Météo-France (elle se définit comme une « canicule extrême, exceptionnelle par sa durée, son intensité, son extension géographique » avec « fort impact sanitaire pour l'ensemble de la population »).

Rien n'est prêt !

L'Éducation nationale se distingue par son impréparation manifeste à ce type de situation pourtant largement prévisible au regard de la trajectoire du réchauffement climatique. **Nos organisations n'ont cessé d'alerter, de faire des propositions, d'exiger de l'anticipation.** Les différents ministres n'ont jamais vraiment donné suite à nos alertes et propositions. Aujourd'hui, rien n'est prêt, rien n'a été anticipé, et les personnels bricolent, au sens propre, comme au sens figuré, pour tenir le service public d'Éducation, seuls et dans des conditions difficiles. Nous avons la désagréable impression de revivre la période Covid !

L'absence de cadre global de décision est un facteur aggravant. Les autorités nationales, académiques et départementales ne cessent de se défausser de leurs responsabilités. Refuser de prendre des mesures de protection collective comme le fait le ministère, c'est individualiser les responsabilités, et donc individualiser les risques.

Depuis 48h, nous avons de plus en plus d'alertes de nos collègues sur les conditions dans lesquelles ils et elles travaillent, font cours, surveillent les épreuves ou font passer les examens. Malaise des personnels, augmentation des passages à l'infirmerie de l'établissement, passage aux urgences, multiplication des fiches SST...la santé des personnels, des élèves et leurs conditions de travail sont mises en danger. La responsabilité en incombe pleinement au ministre, au gouvernement et à leurs prédécesseurs.

Nos organisations syndicales ne peuvent accepter une telle situation, et que les personnels et les élèves paient de leur santé l'incurie du ministre et du gouvernement.

Agir pour se protéger

Aussi, la FSU, le SE-UNSA, la FNEC FP FO, la CFDT Éducation, Formation et Recherche publiques, la CGT Educ'action, le SNALC et SUD Éducation appellent les personnels à se saisir des outils existants :

- fiches SST,
- interpellations collectives des rectrices et recteurs pour obtenir des améliorations des conditions de travail,
- droit de retrait en cas de danger grave et imminent avec inscription dans le registre DGI.

Au regard de l'aggravation de la situation, et face l'inaction gouvernementale, la FSU, le SE-UNSA, la FNEC FP FO, la CFDT Éducation, Formation et Recherche publiques, la CGT Educ'action, le SNALC et SUD Éducation ont déposé des préavis de grève et continueront de le faire.

Elles appellent désormais les personnels à user de leur droit de grève là où cela est nécessaire pour protester contre l'absence d'amélioration des conditions de travail et obtenir les moyens nécessaires.

Cette séquence ne pourra pas rester sans suite. Il faudra en tirer toutes les leçons budgétaires et organisationnelles (et intégrer les DROM dans la réflexion) et anticiper la rentrée, pour laquelle un nouvel épisode caniculaire n'est pas exclu.